TL1503-17

NATIONS UNIES · UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION - OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE
INFORMATION SERVICE - UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Communiqué de presse HR/2234
23 août 1988

LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES DEBAT DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET DU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

. Introduction du rapport SINGHVI proposant un texte de déclaration universelle sur l'indépendance du judiciaire

A sa plénière du mardi matin 23 août, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a poursuivi la discussion du point 9 intitulé : "L'administration de la justice et les droits de l'homme des détenus : a) Question des droits de l'homme dans le cas des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement; b) Question des droits de l'homme et des états d'exception; c) Individualisation des poursuites et des peines, et répercussions des violations des droits de l'homme sur les familles". La Sous-Commission est saisie pour l'examen de ce point et de ses sous-points d'une série d'études ou d'analyses spécifiques : états d'exception et droits de l'homme (rapport Despouy); abolition de la peine capitale et élaboration d'un deuxième protocole facultatif y relatif (rapport Bossuyt); indépendance et impartialité du système judiciaire (rapport Singhvi), internement administratif sans chef d'inculpation ni procès (rapport Joinet); enfants disparus en Argentine et retrouvés au Paraguay (rapport van Boven).

Le débat a été marqué par l'intervention notamment des organisations non gouvernementales suivantes : Pax Christi International; Union des avocats arabes; Union mondiale pour le judaïsme libéral; Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale; National Aboriginal and Islander Legal Services Secretariat; Fédération latino-américaine des associations des parents de détenus disparus; Amnesty International; Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

Les communiqués sont destinés à l'information; ils ne constituent pas des documents officiels
For use of information media; not an official record

La Sous-Commission reprend, l'après-midi, ses travaux pléniers après une réunion du Groupe de travail sur la détention.

Projet de déclaration universelle sur l'indépendance de la justice

Intervenant au titre du point 10 de l'ordre du jour, le Rapporteur spécial M. L. M. SINGHVI a présenté un projet revisé de déclaration sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et sur l'indépendance des avocats (E/CN.4/Sub.2/1988/20/Add.1). Cette déclaration contenant des principes normatifs à vocation universelle vise à faire progresser la justice, à renforcer la liberté, à assurer la primauté du droit, à développer les institutions juridiques et à élargir les possibilités de recours judiciaire, ainsi qu'il est indiqué dans l'exposé des motifs du projet confié au Rapporteur Singhvi. Le but essentiel en est non pas d'uniformiser les systèmes juridiques et judiciaires mais de promouvoir la solidarité mondiale pour ce qui est des principes et normes devant en régir le fonctionnement.

Le nouvel instrument en gestation part du constat que, malgré la diversité des systèmes politiques et juridiques en vigueur dans le monde, il existe un consensus de principe sur les normes minimales devant s'appliquer au système judiciaire pour en garantir constitutionnellemnt et légalement l'indépendance, y compris celle de la défense (Ref. résolutions 42/143 de l'Assemblée générale et 1986/10 de l'ECOSOC; projet d'ensemble des principes concernant la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement; principes fondamentaux de Milan relatifs à l'indépendance de la magistrature et résolution 40/146 de l'Assemblée générale les entérinant); précédents rapports Singhvi E/CN.4/Sub.2/1985/18 et Additifs 1 à 6).

Aperçu synthétique du débat sur le point 9

Mme Carolyn DOMMEN (Pax Christi International) déclare que la publicaion du rapport van Boven sur la politique des disparitions forcées antérieurement pratiquées par les militaires argentins au pouvoir permettra à la communauté internationale de ne point oublier qu'il y a eu génocide en l'occurence. Il est regrettable que les autorités du Paraguay ne lui aient pas permis de se rendre dans ce pays. Il est consternant d'apprendre qu'au Timor oriental une personne sur 125 a été victime de graves atteintes aux droits de l'homme.

M. Bashir ALKHEIRI (Union des avocats arabes) décrit la condition des détenus palestiniens dans les territoires occupés, ainsi que la politique israélienne d'oppression et de restriction à l'emploi et aux libertés d'expression et de mouvement. Depuis le soulèvement (Intifadha) plus de 400 Palestiniens ont été tués, tandis que 3500 autres ont été blessés ou estropiés. L'orateur apporte son témoignage en tant qu'ancien détenu par les autorités israéliennes avant d'être déporté, le 13 janvier 1988, au Liban. Il lance un appel pour qu'il soit mis fin aux pratiques israéliennes de l'internement administratif, de la torture et de la déportation.

M. David LITTMAN (Union mondiale pour le judaïsme libéral) insiste sur la dénonciation de la prise d'otages quand elle s'accompagne spécialement de chantage politique. Ce qui manque manifestement, selon lui, c'est une franche

.../...

condamnation universelle et du crime en soi et des auteurs et de ceux qui vont jusqu'à les glorifier. Faisant état des otages déjà libérés au Liban, l'orateur souligne le cas du Colonel Higgins de l'ONUST puis celui du Rapporteur spécial Mazilu auxquels s'applique pertinemment la résolution 1988/41 de la Commission. Il attire l'attention sur les 5000 Juifs de Syrie, "communauté otage" dont le sort cruel ne saurait être plus longtemps ignoré par la Commission et la Sous-Commission.

M. Hussein RAIANI (Organisation internationale pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale) estime qu'il est grand temps qu'une forte voix s'élève pour dénoncer les déportations et l'internement sans jugement, prolongé de six mois en six mois, de quelque 5000 Palestiniens. Israël semble ainsi appliquer une nouvelle stratégie de destruction culturelle et ethnique du peuple palestinien. Evoquant les violations de droits de l'homme en Afrique, il appelle les Etats du continent au respect des droits de l'homme et à la tolérance des organisations de défense qui ne font qu'accomplir leur devoir humanitaire.

M. Anselmo APARICIO (National Aboriginal and Islander Legal Service Secretariat) appelle la Sous-Commission à se saisir de la question des droits fondamentaux du peuple du Timor oriental et de la condition des détenus en particulier. Le CICR n'a pas encore reçu l'autorisation d'y visiter les prisons qui sont administrées par les autorités militaires et dans lesquelles sont signalés plusieurs actes de torture. La torture physique et morale frappe tant les civils, hommes et femmes, que les prisonniers de guerre qui sont interrogés jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Mme Aida B. de GALLETTE (Fédération latino-américaine de parents de détenus disparus) parle surtout de l'internement forcé, nouvelle pratique criminelle en vogue dans nombre de pays latino-américains et qui n'est pas sans incidence sur les disparitions involontaires. Une complicité semble s'être nouée entre l'exécutif et le judiciaire pour couvrir d'un manteau de silence le sort des disparus. Il faut que la Convention contre la torture connaisse de ce crime afin qu'il soit puni par les moyens légaux.

Mme Ingrid KIRCHER (Amnesty International) note l'étroite corrélation entre les états d'exception et les violations graves et systématiques aux droits des détenus, y compris au droit à la vie et à l'interdiction de la torture auxquels l'on ne saurait déroger. C'est notamment le cas du Pérou où pareilles violations sont fréquemment rapportées de zones placées en état d'urgence. De Birmanie parviennent des allégations imputant aux forces de sécurité de graves violations des droits de l'homme lors des troubles civils à Rangoon et dans d'autres villes.

Mme Halima EMBAREK WARZAZI (Maroc) intervient sur le rapport van Boven pour s'étonner que l'étude se soit uniquement fondée sur les informations recueillies en Argentine, si élevés qu'y aient été les contacts. Certes, le mandataire de la Sous-Commission s'est heurté à une fin de non-recevoir de la part du Paraguay. L'on peut se demander si la solution la plus adéquate ne devrait pas être celle qui réponde le mieux aux intérêts mêmes des enfants. S'interroger aussi : un retour qui rendrait justice à la mémoire des parents

.../...

serait-il nécessairement bon pour les enfants retrouvés au Paraguay ? D'où l'impérieuse nécessité d'un contact avec les autorités de ce pays, du moins par l'intermédiaire d'organismes humanitaires.

Mme Mary Concepción BAUTISTA (Philippines) pense qu'il convient que la Sous-Commission prête toute son attention à la condition des familles, femmes enceintes et enfants notamment, d'opposants à l'ordre établi, familles soumises à toutes sortes d'exactions : internements, enlèvements, torture physique et morale et autres graves violations appelant la répréhension et la condamnation universelles. La coopération internationale s'impose notamment dans le rapatriement des enfants enlevés en Argentine et retrouvés au Paraguay. Les parents survivants ou les grands-parents ont droit à cette réparation morale et juridique.

Mme Paula GARDNER (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté) rend compte de graves violations en Amérique centrale et latine à l'encontre des femmes, qui sont plus vulnérables dans les systèmes déficients du point de vue des droits de l'homme. Au Guatemala, les femmes souffrent directement des menaces et agressions des militaires et indirectement du fait des sévices infligés à leurs enfants et à leurs conjoints. Il faudrait rétablir la procédure spéciale d'investigation en ce qui concerne ce pays. La Sous-Commission se devrait aussi d'entreprendre une étude sur la captation et la détention arbitraires des opposants civils politiques en El Salvador. L'injustice qui est faite au peuple de Porto Rico mérite, d'autre part, l'examen de cette instance.

* *** *

(Prière de se reporter au communiqué de langue anglaise qui est complémentaire)

NATIONS UNIES · UNITED NATIONS

SERVICE DE L'INFORMATION - OFFICE DES NATIONS UNIES A GENÈVE
INFORMATION SERVICE - UNITED NATIONS OFFICE AT GENEVA

Press Release HR/2234
23 August 1988

SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES CONTINUES DEBATE ON ADMINISTRATION OF JUSTICE

This morning, 23 August, the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities continued its consideration of the question of the administration of justice and the human rights of detainees.

The Special Rapporteur, L.M. SINGHVI, introduced the draft Declaration on the independence and impartiality of the judiciary, jurors and accessors and the independence of lawyers together with related documents (E/CN.4/Sub.2/1988/20 and Add.1, E/CN.4/Sub.2/1988/39, E/CN.4/Sub.2/1985/18 and Adds.1-4, Add.5/Rev.1 and Add.6, E/CN.4/Sub.2/1987/17).

Amongst other things he indicated that the Special Rapporteur had given his most respectful and earnest consideration, keeping in mind the background of different legal systems, divergence of different viewpoints he had sought to synthesize the common elements in the different situations and systems with a view to protecting, preserving, promoting and accentuating the principle of the independence of justice and to safeguarding the integrity and to augmenting the credibility of justice systems with a commitment to the cause of human rights. The strategy of standards and principles formulated in the draft Declaration was not to attempt too much and not to settle for too little; the objective was to create a viable model and not to offer a uniform model for all systems.

Taking part in the debate on the question of the administration of justice were the following: Pax Christie, Union of Arab Lawyers, World Union for Progressive Judaism, International Organization for the Elimination of all Forms of Racial Discrimination, the expert from the Netherlands, National Aboriginal and Islander Legal Services (NAILS), Latin American Association of Relatives of Disappeared Detainees, Amnesty International, the experts from Morocco and the Philippines and the Women's International League for Peace and Freedom.

Background on Draft Declaration

As concerns the role of judges in the draft declarations, the Special Rapporteur stated that they individually shall be free, and it shall be their duty, to decide matters before them impartially in accordance with their assessment of the facts and their understanding of the law without any restrictions, influences, inducements, pressures, threats or interferences, direct or indirect, from any quarter or for any reason.

(more)

Les communiqués sont destinés à l'information; ils ne constituent pas des documents officiels
For use of information media; not an official record

In the selection of prospective jurors, special care had to be taken that the opportunity for jury service shall be extended without distinction of any kind by reason of race, colour, sex, religion, political or other opinion, national, linguistic or social origin, property, income, birth or status, but it may, however, be subject to citizenship requirements.

In conclusion, he emphasized the general priniciple that the independence of the legal profession constitutes an essential guarantee for the promotion and protection of human rights. There shall be a fair and equitable system of administration of justice which guarantees the independence of lawyers in the discharge of their professional duties without any restrictions, influences, inducements, pressures, threats or interference, direct or indirect, from any quarter or for any reason. All persons shall have effective access to legal services provided by an independent lawyer of their choice, to protect and establish their economic, social and cultural as well as civil and political rights.

Views in Debate on the Administration of Justice

Carolyn DOMMEN, observer for Pax Christie International, stated that the publication of Mr. van Boven's report on the policy of forced disappearances practised by the Argentine military formerly in power was indispensable for the international community not to forget the genocide that occurred. She deplored the fact that Mr. van Boven was not given the opportunity by the Paraguayan authorities to visit their country. She noted with constenation developments in East Timor, where 1 out of every 125 Timor nationals had been the victims of serious human rights violations.

Bashir ALKHEIRI, observer for the Union of Arab Lawyers, spoke of the detention of Palestinians in the occupied territories Present Israeli policies infringed on the rights of Palestinians to express themselves and to travel and work where they wished. More than 400 Palestinians had been killed so far in the uprising and another 3,500 had been either wounded or crippled. Mr. Al Kheiri spoke of his own imprisonment in Israel jails and his deportation from Israel to Lebanon on 13 January 1988. He called for an end to adminstrative detention, deportations and the use of torture against Palestinian detainees.

David LITTMAN, observer for the World Union for Progressive Judaism, declared that one could not hammer out hard enough the strongest possible condemnation of hostage-taking, particularly when it was linked to politically-motivated blackmail. In the past six months several foreign hostages had been released in Lebanon. However, the American commander of the United Naitons Truce Supervision Organization (UNTSO), Colonel William Higgings, was still being tortured by his jailors. Resolution 1988/41 concerning "Staff members of the United Nations and specialized agencies in detention was certainly applicable to his situation, as it was for Dumitru Mazilu and for all the other United Nations personnel held captive elsewhere in the world. The Jews of Syria numbering some 5,000 souls were subjected to a

form of collective confinement and periodically to individual detention. Had they not become a hostage community? This was a cruel and intolerable situation which could no longer be ignored by the Commission or by the Sub-Commission.

Hussein RAINI, observer for the International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, stated that it was high time somebody spoke out and loudly enough concerning the detention without trial for renewable periods of six months of more than 5,000 Palestinians accused by the Israeli authorities of being security risks. Israel was applying a new strategy with the aim of destroying the Palestinian people and obliterating their identity. Israel also violated international law when it transferred prisoners from the occupied territories to detention camps in southern Israel. He had a dream that someday Africans could come here to denounce human rights violations in their countries and then be able to return home. He called on African Governments to let NGOs do their job, to try to listen to criticism and verify the charges brought against them here.

Anselmo APARICIO, observer for National Aboriginal and Islander Legal Services (NAILS), spoke on the need to broach the subject of the fundamental rights of the people of East Timor and the detention conditions of prisoners and the administration of justice. The CICR had not as yet received permission to visit prisons which were administered by the military and in which many acts of torture were committed against the inmates. Psychological and physical torture were not limited to civilian men and women but also to prisoners of war who while confined to hospital were interrogated until their death.

Aida B. du GALLETTE, observer for Latin American Association of Relatives of Disappeared Detainees, spoke of a menacing new form of detention. She described this form of detention as forced detention and said that it was a criminal act being practised in a number of Latin American countries. Speaking of the inherent immorality of forced detention and the disappearance of innocent individuals, she said that a complicity had sprung up between the judiciary and political arms of the State to maintain the cloak of silence that covered the fate of the disappeared. She called for this crime to be inserted into the Convention against torture and to be punished by effective legal means.

Ingrid KIRCHER, observer for Amnesty International, recalled the close correlation between the existence of states of emergency and serious and systematic violations of the rights of detainees, particularly rights which did not allow of any derogation such as the right to life and the prohibition of torture. She believed this correlation to be highly relevant in the case of Peru, where widespread violations of these non-derogable rights were reported almost exclusively for zones under a declared state of emergency. Turning her attention to Burma, Ms. Kircher noted that allegations had been made that security forces, acting under a state of emergency, had committed serious human rights violations in dealing with civil unrest in Rangoon and other urban areas.

(more)

Halima WARZAZI, expert from Morocco, recalled that Mr. van Boven had been mandated to establish contact with high-level authorities in Paraguay and Argentina and to report on the fate of the children who had disappeared in Paraguay. To find these children, she went on, the Special Rapporteur should have approached humanitarian bodies and Government authorities in Paraguay. Given that Paraguay did not co-operate with the Special Rapporteur's mission, Mr. van Boven was obliged to draw information from the contacts he had with the Argentine authorities.

Mary BAUTISTA, expert from the Philippines, observed that children were the weakest and the most helpless victims of violatons of human rights and it was right that this Sub-Commission gave their plight its special attention. Abduction and imprisonment of preganant women, and of the children of those who opposed the established government, was a gross and morally reprehensible violation of human rights, deserving unanimous condemnation. She called for international co-operation on repartriation to Argentina of the kidnapped children who were now in Paraguay. They were in Paraguay illegally and their grandparents or surviving parents, by all the rules of international law, were legally and morally entitled to have them restored to them. Mr. Bossuyt's report on the second optional protocol for the abolition of the death penaly was exhaustive and most instructive.

P. GARDNER, observer for the Women's International League for Peace and Freedom (WILPF), stated that the oppression of civilians in Guatemala, due to the arbitrary detentions, attacks and disappearances directed by the military and police continued. Women were directly victimized and also suffered from the military threats and attacks against their children and husbands. She supported the call for the reinstitution of the Special United Nations Investigator on Guatemala and that the Sub-Commission recommend to the Commission on Human Rights that it move consideration of Guatemala from the agenda item on advisory services back to item 12 on gross violations. WILPF called upon the Sub-Commission to conduct a study of the arbitrary capture and detention of civilians in El Salvador for political reasons. Finally, the injustice perpetrated against Puerto Ricans was an issue that warranted discussion.

* *** *